

SPÉCIAL
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2011 DE L'APSF
Jeudi 28 juin 2012

- ACTION PROFESSIONNELLE
- CONCOURS À L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**LA GOUVERNANCE PARTAGÉE, AU CŒUR DE
L'ACTION PROFESSIONNELLE DE L'APSF**

Dans un environnement caractérisé par toute sorte de bouleversements tant économiques que financiers et politiques, aux niveaux national, régional et mondial, l'APSF a continué à mener son action professionnelle dans la sérénité.

L'exercice 2011 et les premiers mois de l'année 2012, ont été marqués par l'aboutissement de certaines démarches entamées il y a fort longtemps portant sur la possibilité qui vient enfin d'être donnée aux sociétés de financement de procéder, à l'instar des banques, à la radiation de leurs créances en souffrance anciennes et de présenter au public des opérations d'assurances.

A l'évidence, ces avancées montrent combien il est essentiel pour une association de rencontrer, d'expliquer et, le cas échéant, de revenir à la charge, surtout quand ses revendications sont légitimes.

En fait, cet exercice ne déroge pas à la règle, l'APSF a cultivé la proximité avec tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, participent à la décision. Avec à la clé, il faut le dire, des résultats probants ou tout au moins, des perspectives certaines pour les sociétés de financement.

En partageant l'expérience des professionnels sur des questions techniques, elle a été entendue pour permettre aux sociétés de leasing d'amortir les biens donnés en crédit-bail sur la durée du contrat et demain, pourquoi pas, de procéder à la comptabilisation de leurs opérations sous le seul angle financier.

En nourrissant la réflexion sur des questions d'intérêt national, comme la protection du consommateur, elle a montré combien il était important que l'application de la loi soit aisée et pertinente, ce qui, au passage, nécessite aujourd'hui encore quelque rodage au niveau des rouages de la justice.

SUITE PAGE 4

**GOUVERNANCE : L'APSF PARTAGE SON
EXPÉRIENCE AVEC LE MAGHREB**

Son fonctionnement, son expérience, les réalisations en faveur de ses sociétés membres, mais aussi la singularité et l'originalité du Maroc pour ce qui est de l'existence de métiers de financement spécialisés au Maghreb, ont valu à l'APSF d'être sollicitée par l'Union des Banques Maghrébines pour faire part aux opérateurs des autres pays du Maghreb, de l'expérience marocaine en matière de gouvernance des sociétés de financement. C'est ainsi que la 13^{ème} Conférence des Présidents des Banques Maghrébines tenue le 21 juin à Alger (Algérie) en marge de la 11^{ème} session de l'Assemblée générale de l'UBM (Union des Banques Maghrébines)*, a été marquée par l'intervention de l'APSF, en la personne de son délégué général. L'APSF a montré comment son action professionnelle s'imbrique avec celle menée par les sociétés de financement elles-mêmes, ainsi qu'avec les autres parties prenantes, comme les autorités de tutelle, pour faire en sorte que « l'intérêt social » l'emporte sur « l'intérêt particulier », ce qui constitue le fondement même de la gouvernance. En guise d'illustration pour la réalisation de cet objectif, l'APSF a donné un aperçu sur son action professionnelle, elle qui a privilégié depuis sa création l'intérêt général, comme en attestent l'adoption de règles déontologiques et les multiples réalisations en faveur du consommateur notamment pour lutter contre tout risque de surendettement, l'informer de ses droits et lui offrir les produits et prestations qui répondent le plus à ses besoins.

L'APSF a montré combien il est essentiel pour une Association de fonder son action sur un processus de décision collectif et de promouvoir auprès de ses partenaires un climat empreint de transparence et de confiance mutuelle.

* L'Assemblée générale a entériné l'adhésion de l'APSF à l'UBM.

CONCOURS À L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT EN 2011

Les concours à l'économie des sociétés de financement se sont établis, à fin décembre 2011, à 128,1 milliards de dirhams, en progression de 10,7 milliards ou 9,1% par rapport à fin 2010.

Par métier, ces concours se répartissent comme suit :

- **crédit-bail** : 39,8 milliards, en progression de 2,9 milliards ou 8,0% ;
- **crédit à la consommation** : 43 milliards, en progression de 1,8 milliard ou 4,5% ;
- **factoring** : 3 milliards, en progression de 495 millions ou 19,7% ;
- **mobilisation de créances** : 3,4 milliards, en progression de 994 millions ou 41,7% ;
- **fonds de garantie** : 513 millions, en progression de 96 millions ou 23,0% ;
- **crédit immobilier** : 37,8 milliards, en progression de 4,3 milliards ou 13,0% ;
- **financement des associations de micro-crédit** : 630 millions, en progression de 28 millions ou 9,1%.

L'activité de *gestion des moyens de paiement* a été marquée, en 2011, par une progression de 13,6% du nombre de cartes en circulation qui a atteint 8 millions. Le nombre de transactions effectuées auprès des commerçants s'est établi à 15,8 millions, représentant un volume global d'acquisitions de 13,1 milliards, en progression de 1,2 milliard par rapport à 2010.

CRÉDIT-BAIL

Les financements de l'exercice 2011 ont totalisé 14,8 milliards de dirhams, en progression de 523 millions ou 3,7%. Ces financements se répartissent à hauteur de 2 milliards pour le CBM (crédit-bail mobilier), en recul de 56 millions ou 0,5%, et de 2,8 milliards pour le CBI (crédit-bail immobilier), en progression de 580 millions ou 25,4%.

CRÉDIT-BAIL : FINANCEMENTS DE L'EXERCICE

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
CBM	11 970	12 025	-56	-0,5
CBI	2 852	2 274	578	25,4
TOTAL	14 822	14 300	523	3,7

ENCOURS COMPTABLE À FIN 2011

À fin décembre 2011, l'encours comptable net des actifs immobilisés en crédit-bail s'est établi à 39,8 milliards de dirhams, en hausse de 2,9 milliards ou 8% par rapport à fin 2010. Réparti entre CBM et CBI, cet encours se présente comme suit :

CRÉDIT-BAIL : ENCOURS COMPTABLE À FIN DÉCEMBRE

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
CBM	27 431	26 051	1 380	5,3
CBI	12 333	10 778	1 555	14,4
TOTAL	39 765	36 830	2 935	8,0

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

A fin 2011, l'encours des crédits à la consommation s'est établi à 43 milliards de dirhams, en progression de 1,8 milliard ou 4,5% par rapport à fin 2010.

La répartition de cet encours par type de crédit et son évolution par rapport à fin décembre 2010 se présentent comme suit :

CRÉDIT À LA CONSOMMATION : ENCOURS À FIN DÉCEMBRE

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
Automobile	13 373	12 825	548	4,3
Équipement domestique & Autres crédits	518	636	-118	-18,6
Prêts personnels	28 545	27 084	1 461	5,4
Revolving	539	600	-61	-10,2
TOTAL	42 975	41 144	1 831	4,5

FACTORING

L'encours des remises de créances effectuées par les deux sociétés spécialisées membres de l'APSF à fin 2011 s'établit à 3 milliards, en progression de 495 millions ou 19,7%.

La répartition et l'évolution des remises de créances de l'exercice, celles des encours de remises de créances et celles des créances financées au 31 décembre par type d'opérations (import, export, domestique), sont présentées dans le tableau suivant :

CONCOURS À L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT EN 2011

ACTIVITÉ DES DEUX SOCIÉTÉS MEMBRES DE L'APSF
SPÉCIALISÉES DANS LE FACTORING

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
Remises de créances de l'exercice	11 866	9 152	2 714	29,7
Import	105	360	-255	-71
Export	1 207	1 278	-71	-5,6
Domestique	10 555	7 514	3 041	40,5
Encours des remises de créances de au 31/12	3 007	2 512	495	19,7
Import	47	84	-37	-44,1
Export	206	262	-56	-21,5
Domestique	2 754	2 166	588	27,2
Créances financées au 31/12	1 718	1 356	362	26,7
Export	59	81	-22	-26,8
Domestique	1 659	1 275	384	30,1

FONDS DE GARANTIE (DAR AD-DAMANE)

Les garanties consenties par Dar Ad-Damane en 2011 s'élèvent à 228 millions de dirhams.

Ces réalisations s'inscrivent en hausse de 60% par rapport à 2010 et en dépassement de 52% par rapport aux objectifs fixés pour l'exercice. Ces garanties ont bénéficié à 172 opérations et ont permis de couvrir un montant total de crédits de près de 470 millions de dirhams, contre 287 millions de dirhams en 2010.

Les crédits garantis ont financé un investissement total de 485 millions de dirhams devant générer 515 nouveaux postes d'emploi.

Les garanties données ont bénéficié principalement aux secteurs des services (41%) et du BTP (34%) et ont concerné l'ensemble des régions du Royaume.

L'encours des garanties au 31 décembre 2011 ressort à 513 millions de dirhams, en progression de 23%.

L'encours des garanties en faveur des sociétés de leasing s'élève à 346 millions de dirhams.

MOBILISATION DE CRÉANCES (CMM)

Les indicateurs d'activité de la CMM (Caisse Marocaine des Marchés) ont évolué favorablement en 2011 avec :

- des autorisations globales de 3 378 millions de dirhams, en hausse de 994 millions ou 41,7% ;
- des utilisations globales de 1 501 millions de dirhams, en hausse de 525 millions ou 53,8% ;
- un volume de marchés nantis de 4 252 millions de dirhams, en hausse de 1,3 milliard ou 50,9%.

ACTIVITÉ DE LA CMM EN 2011

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
Autorisations de fin de période	3 378	2 384	994	41,7
Utilisations de fin de période	1 501	976	525	53,8
Volume des marchés nantis	4 252	2 298	1 254	50,9

CRÉDIT IMMOBILIER (Wafa Immobilier)

A fin 2011, l'encours des crédits immobiliers a atteint 37,8 milliards, en progression de 4,3 milliards ou 13,0%. Le nombre de dossiers de crédits correspondants a atteint 110 872. La répartition de l'encours entre acquéreurs et promoteurs immobiliers est présentée dans le tableau suivant :

ACTIVITÉ DE Wafa Immobilier EN 2011

Millions de dirhams	2011	2010	Evolution	
			Valeur	%
Encours acquéreurs	32 564	29 051	3 513	12,1
Encours promoteurs	5 214	4 465	749	16,8
Total	37 778	33 516	4 262	12,7

FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS DE MICROCRÉDIT (JAÏDA)

La production de Jaïda en 2011 s'élève à 201 millions de dirhams, montant qui porte les financements accordés depuis le démarrage de l'activité en 2007 à 850 millions de dirhams.

L'encours à fin 2011 ressort de 630 millions de dirhams contre 602 millions en 2010, soit une hausse de 5%.

CONCOURS À L'ÉCONOMIE DES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT EN 2011 (SUITE & FIN)

TRANSFERT DE FONDS (WAFACASH)

Le volume global des flux traités par Wafacash a atteint 29,6 milliards de dirhams, en progression de 30% par rapport à 2010.

Les transactions globales ont porté sur 10,5 millions d'opérations, en hausse de 33%.

GESTION DES MOYENS DE PAIEMENT (CMI - CENTRE MONÉTIQUE INTERBANCAIRE)

A fin 2011, le parc GAB a atteint 5 024 unités, en progression de 480 installations ou 10,6% par rapport à fin 2010 et le nombre global de porteurs de cartes marocaines (encours) s'est établi à 8 millions, en accroissement de 13,6%.

En 2011, les commerçants affiliés au CMI ont réalisé 15,8 millions de transactions, en hausse de 2,4 millions d'opérations, représentant un volume global d'acquisitions de 13,1 milliards de dirhams, en hausse de 1,2 milliard.

Les retraits effectués au Maroc par des cartes émises ou gérées par les établissements de crédit marocains ont atteint plus de 162 millions d'opérations pour une valeur de 138 milliards de dirhams, contre 138 millions d'opérations pour une valeur de 117 milliards en 2010.

LA GOUVERNANCE PARTAGÉE, AU CŒUR DE L'ACTION PROFESSIONNELLE DE L'APSF

Suite de la page 1

En livrant sa propre évaluation de la situation et des perspectives de développement de certains métiers spécialisés, comme le crédit à la consommation, elle a montré qu'elle était ouverte à tous les postulats, loin de tout dogme et de tout confort lié à des situations établies.

Tout cela procède évidemment de la volonté des opérateurs réunis à l'APSF de trouver les moyens les plus à même de renforcer la capacité contributive de nos métiers au financement de la croissance et in fine au développement de notre pays.

En privilégiant en son sein un processus de décision collectif, en promouvant auprès de ses partenaires un climat empreint de transparence et de confiance mutuelle, l'APSF a en fait très tôt adopté une méthode dont les déterminants rappellent à bien des égards ceux de la gouvernance ou pour être plus précis de la gouvernance partagée.

Dans son action professionnelle, l'APSF a toujours privilégié la démarche qui consiste à «Réfléchir ensemble au "quoi et pourquoi faire" et partager "comment le faire" plutôt qu'"édicter ce qu'il y a lieu de faire et obliger à le faire"».

ACTIVITÉ 2012

CRÉDIT-BAIL ET CRÉDIT À LA CONSOMMATION

A fin mars 2012, les concours à l'économie des sociétés de crédit-bail et des sociétés de crédit à la consommation se sont établis à 81,5 milliards de dirhams, en progression de 5,4 milliards ou 7,1% par rapport à fin mars 2011. La répartition des financements en crédit-bail du 1er trimestre 2012 et de cet encours à fin mars 2012, entre crédit-bail, d'une part, et crédit à la consommation, de l'autre, est présentée dans les tableaux ci-après.

CRÉDIT-BAIL : FINANCEMENTS DU PREMIER TRIMESTRE

Millions de dirhams	2012	2011	Evolution	
			Valeur	%
CBM	3 139	2 397	742	31,0
CBI	378	561	-183	-32,6
TOTAL	3 517	2 958	559	18,9

CRÉDIT-BAIL : ENCOURS COMPTABLE À FIN MARS

Millions de dirhams	2012	2011	Evolution	
			Valeur	%
CBM	27 720	25 718	2 002	7,8
CBI	12 216	11 025	1 191	10,8
TOTAL	39 936	36 744	3 193	8,7

CRÉDIT À LA CONSOMMATION : ENCOURS À FIN MARS

Millions de dirhams	2012	2011	Evolution	
			Valeur	%
Automobile	13 395	12 485	911	7,3
Équipement domestique & Autres crédits	479	567	-89	-15,6
Prêts personnels	27 164	25 717	1 447	5,6
Revolving	527	560	-33	-5,9
TOTAL	41 565	39 239	2 326	5,7